

# « Le temps du ralliement dont bénéficient les exécutifs est déjà passé »

Même s'il est essentiel, le nombre de morts du Covid-19 n'est pas le seul critère d'évaluation de la gestion de la crise sanitaire par les dirigeants

Face à la pandémie de Covid-19, les pays n'ont pas été affectés de manière uniforme et n'ont pas non plus fait le choix de politiques sanitaires convergentes. La responsabilité politique des exécutifs a été mise à rude épreuve pour apporter des réponses appropriées et enrayer la progression du coronavirus. Si gouverner c'est décider, les gouvernants n'ont pas toujours tiré bonne fortune de leurs choix politiques en termes de popularité.

Depuis plusieurs semaines, le discours politique de gestion de crise est soumis à l'annonce quotidienne d'un bilan sanitaire. Tantôt plus de morts, tantôt moins d'hospitalisations. De tels chiffres affectent en retour la réception par les citoyens du jugement accordé à leurs responsables politiques. Et, globalement, le résultat est sans appel : plus la situation sanitaire se

dégrade, plus la gestion de la crise par l'exécutif est condamnée.

Dans notre enquête comparée et longitudinale couvrant à ce jour huit pays, la satisfaction vis-à-vis de la manière dont les gouvernements ont fait face au coronavirus varie du simple au double : en France, elle est à son niveau minimal (38 %), dans d'autres pays, tels que la Nouvelle-Zélande (91 %) ou l'Autriche (84 %), elle culmine. Des niveaux de soutien importants se retrouvent aussi en Australie (80 %) et en Allemagne (74 %). Ils se différencient de la Grande-Bretagne (61 %) et de l'Italie (55 %), où la satisfaction reste majoritaire bien que plus limitée.

A l'inverse, les Etats-Unis (47 %) rejoignent la France comme les deux seuls cas où le gouvernement ne bénéficie pas d'une approbation majoritaire sur la capacité de gestion d'une telle crise

sanitaire. Le temps du ralliement dont bénéficient les exécutifs en début de crise exogène est déjà passé. L'évaluation par les citoyens de l'action de leur gouvernement est fortement associée à l'intensité de la crise sanitaire, mesurée par l'évolution du taux de mortalité du Covid-19 pour 100 000 personnes, deux jours avant nos deux vagues d'interrogation (23 et 24 mars, 15 et 16 avril). Plus le taux de mortalité croît, plus la satisfaction se dégrade.

## Soutien inégal

La France et l'Italie, pays dans lesquels le taux de mortalité a le plus progressé, respectivement + 22,2 et + 21,5, partagent le plus fort recul de l'évaluation gouvernementale, respectivement - 12 et - 11 points. A l'inverse, lorsque la progression du taux de mortalité est faible (Allemagne, Autriche)

ou nulle (Australie, Nouvelle-Zélande), l'évaluation de l'exécutif évolue positivement. Un tel résultat accreditte donc l'hypothèse que les citoyens tiennent leur exécutif pour responsable du bilan sanitaire du coronavirus au sein de leur communauté nationale. Cette clé de lecture n'explique toutefois pas la totalité des variations observées. Pourquoi l'action des exécutifs français et américain est perçue plus négativement que celle de leur homologue italien, alors même qu'au moment de l'enquête, le taux de mortalité italien est nettement plus élevé ?

Au-delà des explications idiosyncrasiques, des comportements particuliers et subjectifs, attardons-nous sur deux autres lectures. En premier lieu, les exécutifs pouvaient bénéficier d'un soutien inégal au début de la crise sanitaire, ce qui conditionne les juge-

ments pendant celle-ci. Il en est ainsi de la popularité fragile (inférieure à 50 %) d'Emmanuel Macron et de Donald Trump.

En second lieu, il existe un effet cognitif de réception des annonces sanitaires. Dans un célèbre ouvrage de 1982 (*The Nature and origins of mass opinion*), le politiste John Zaller concluait que les attitudes des citoyens dépendaient de prédispositions politiques elles-mêmes. C'est précisément ce qui se joue actuellement. Les individus semblent de facto comparer les performances réalisées par les autres pays et ajustent en conséquence leur jugement. Ainsi, un citoyen français sera plus sévère à l'endroit d'Emmanuel Macron au regard de la gestion de crise en Allemagne et, inversement, un citoyen allemand rétribuera son exécutif à l'aune du bilan britannique.

Au moment où les pays s'engagent dans des stratégies de déconfinement, les citoyens s'interrogent sur le bon calibrage de telles politiques publiques. Or il existe un triple risque sanitaire, économique et politique. Une mauvaise stratégie entraîne une recrudescence de personnes infectées et au chômage, qui elle-même érode le capital politique des gouvernants. « It's the Covid, stupid! », rétorqueront les communicants en paraphrasant la phrase - « *It's the economy, stupid!* » - prononcée par James Carville, communicant de Bill Clinton critiquant le président sortant, George Bush, qui ne s'était pas assez occupé d'économie. ■

**SYLVAIN BROUARD, DIRECTEUR DE RECHERCHE AU CEVIPOF (SCIENCES PO), ET MARTIAL FOUCAULT, PROFESSEUR DES UNIVERSITÉS À SCIENCES PO ET DIRECTEUR DU CEVIPOF**